

cohérente les programmes relatifs à nos forces armées. Le ministre actuel de la Défense nationale a même évité d'employer le mot «politique» dans son Livre blanc. Dès la première page, il fait un exposé de l'activité, plutôt que des idées, des diverses forces armées et du Conseil de recherche pour la défense. Si le gouvernement est incapable de guider le peuple du Canada dans ce domaine important, ou s'il ne veut pas le faire ou s'il refuse de le faire, il appartient à ceux d'entre nous et aux autres Canadiens qui le peuvent de se renseigner de leur mieux sur les faits et d'en discuter de façon intelligente. Je signale à l'honorable député qui vient de poser la question que c'est précisément ce que l'honorable député de Trinity essayait de faire. Dans les circonstances, il était apparemment mieux informé que le ministre de la Défense nationale n'a voulu admettre qu'il l'était lui-même, et il a tiré des renseignements qu'il possédait des conclusions qui, semble-t-il, étaient logiques et sérieuses.

Dans un domaine plus vaste, personne ne conteste le fait qu'il est impossible pour le Canada de se tirer d'affaire seul pour ce qui est de la défense. Tout le monde s'entend sur la nécessité où nous nous trouvons de faire partie d'un régime de sécurité collective. Je ne crois pas qu'il y ait divergence de vue à cet égard, du moins je n'ai jamais eu connaissance qu'on ait sérieusement prétendu le contraire. L'un des avantages qui découlent de la participation à un régime de sécurité collective, c'est qu'il fournit à chaque membre l'occasion de jouer un rôle conforme à sa position. Il est à espérer que, dans un tel régime, chaque membre jouerait comme il se doit le rôle qui lui revient. Il est possible que la seule façon pratique de mesurer l'effort exigé soit d'examiner les sommes affectées à la défense, l'ampleur du budget prévu à cette fin.

Notre budget de la défense est demeuré sensiblement constant en ces dix dernières années, et, en 1961 il s'élevait à 5.7 p. 100 de notre revenu national. Ce n'est que la moyenne parmi nos amis de l'OTAN en ce qui a trait à la somme fournie. Cependant, nous nous plaçons quatrième en ce qui a trait à l'importance relative de notre effort de défense qui, au cours des années, semble avoir représenté une juste part. Pourtant, il faut reconnaître que toute modification considérable de notre budget de défense—augmentation ou réduction, mais surtout toute diminution importante—serait considérée par nos alliés comme l'indication d'un changement grave de nos relations militaires et politiques avec eux. Le budget de défense, et notamment son importance, exerce une action sur nos rapports

[M. Drury.]

avec nos alliés, et toute modification brusque qui ne serait pas occasionnée par une altération considérable du climat international, provoquerait d'autres questions graves.

Permettez-moi de signaler, brièvement, quelles menaces se posent pour le Canada dans les circonstances actuelles. Elles semblent provenir dans une large mesure de l'Union soviétique et de ses pays satellites. La menace militaire que l'Union soviétique pose à l'Amérique du Nord prend la forme d'armes nucléaires et classiques. Il serait si peu économique, si onéreuse d'attaquer le continent au moyen des armes classiques que pas un stratège ne s'y résoudrait. Il reste néanmoins la possibilité des armes nucléaires.

On sait que l'Union soviétique possède un certain nombre de sous-marins pouvant lancer des engins nucléaires, des missiles balistiques intercontinentaux porteurs d'ogives nucléaires et un très grand nombre d'avions très rapides, à long rayon d'action et volant à haute altitude. En général, les spécialistes militaires pensent que l'Union soviétique possède assez d'armes nucléaires pour détruire tout le continent nord-américain dans une attaque concertée, en dépit de tout ce que nous pourrions faire pour nous défendre. Je pense que, pour des raisons techniques et financières, le continent nord-américain ne peut offrir une défense de nature à empêcher l'Union soviétique de détruire entièrement le Canada par des armes nucléaires.

Heureusement pour nous, les États-Unis possèdent un arsenal de moyens de riposte aussi puissant que celui de l'Union soviétique, ce qui empêche cette dernière de prendre l'initiative de l'attaque. C'est ce qu'on appelle l'équilibre des forces. Cependant, nous, de l'Amérique du Nord, avons exprimé la conviction inébranlable que, sous aucun prétexte, les forces occidentales, et notamment celles d'Amérique du Nord, n'amorçeraient une de ces attaques annihilatrices. Par conséquent, afin de pouvoir nous défendre efficacement contre l'Union soviétique, nous devons pouvoir survivre à une attaque massive contre notre pays et être encore en mesure de riposter en annihilant l'Union soviétique.

M. Pugh: Du Canada?

M. Drury: J'ai parlé de l'Amérique du Nord.

M. Valade: Je veux savoir si le député comprend le Canada.

M. Drury: J'espère que le député, qui n'a pas pris la peine de se lever pour parler, voudra bien se montrer un peu plus patient et tâcher de voir ce qui se passe en dehors de sa paroisse.

M. Valade: Puis-je demander à l'honorable député de tirer un point au clair? Lorsqu'il a